

# LES PARTIS CANDIDATS A LA 18<sup>Eme</sup> KNESSET

## 1. Le Likoud

Principale formation de la droite israélienne, le Likoud a été fondé en 1973 par Menahem Begin dans un pays alors dominé par la gauche depuis près de 30 ans. Initialement, le Likoud militait pour « le Grand Israël ». Il remporte pour la première fois les élections en 1977 sous la conduite de Menahem Begin.

Si le Premier ministre Begin lance de vastes plans de peuplement de la Judée-Samarie et plus généralement des territoires conquis en 1967, il signe un accord de paix avec l’Egypte et restitue l’ensemble du Sinaï entre 1979 et 1982.

En 1992, le Likoud perd les élections législatives et retourne dans l’opposition. Il mènera une farouche campagne médiatique, sous la conduite de Benjamin Netanyahou, contre les Accords d’Oslo de 1993. Ce texte prévoyait la reconnaissance mutuelle entre Israéliens et Palestiniens et l’enclenchement d’un processus de paix.

Après l’assassinat d’Ysthak Rabin en 1995 et la vague d’attentats suicides du Hamas en Israël, le Likoud revient au pouvoir en 1996 sur une ligne économique bien plus libérale qu’auparavant.

Suite à la défaite de 1999, c’est sous la direction d’Ariel Sharon que le parti remporte les élections de 2001 et de 2003 alors que les islamistes palestiniens enchaînent les attaques terroristes en Israël. Ariel Sharon se fait élire en préconisant une politique de fermeté.

Le parti commence à se diviser lorsque ce dernier entreprend de quitter la Bande de Gaza (2005) de manière unilatérale et de discuter avec le nouveau président palestinien Mahmoud Abbas, élu après la mort de Yasser Arafat. Ce dernier était accusé par Israël de coopérer au terrorisme et avait donc été assigné à résidence par Jérusalem.

La scission intervient en novembre 2005 avec le départ d’Ariel Sharon et la création du parti Kadima. Le Likoud perd les élections de 2006 en passant de 38 à 12 sièges au Parlement.

Cependant, à la faveur des erreurs de la Seconde Guerre du Liban en juillet 2006, le Likoud (dont B. Netanyahou a repris le commandement) redevient populaire dans les sondages et se met à préparer les prochaines élections.

Son programme actuel prévoit une résolution du conflit par le développement économique de la société palestinienne et par une intransigeance sur les questions sécuritaires, territoriales, sur l’avenir de Jérusalem et sur la délinquance dans le pays. Par ailleurs, s’il est élu, Benjamin Netanyahou entend conserver le Trésor et le ministère de l’Education aux mains du Likoud.

[Voir le site](#)

## 2. Le Parti travailliste

Le parti travailliste est le principal parti de la gauche. Il est également une figure historique de la politique israélienne.

Créée par David Ben Gourion avant même la naissance de l'Etat d'Israël, la formation politique existe depuis 1930 (sous l'appellation du 'Mapai'). Elle a changé de nom à plusieurs reprises.

Son histoire est étroitement liée à celle d'Israël puisque les travaillistes ont gouverné le pays de 1948 (année de fondation de l'Etat) à 1977 (c'est-à-dire l'arrivée du Likoud).

David Ben Gourion, Moshé Sharett, Golda Meir, Levi Eshkol, Yigal Allon, Moshé Dayan, Yitzhak Rabin et Shimon Peres sont autant de personnalités marquantes du parti.

Depuis la victoire d'Ehoud Barak en 1999, le parti n'a gagné aucune élection.

A ses origines, le parti travailliste était lié aux victoires militaires d'Israël, en particulier celle des Six Jours en 1967. A la suite de celle-ci, les travaillistes ont initié des projets de peuplement dans les territoires conquis (Judée-Samarie, Bande de Gaza, Sinaï et Jérusalem).

Le but de ces projets était de contrôler au maximum ces terres afin de contrer toute infiltration terroriste, mais également de servir de monnaie d'échange dans de futures négociations de paix.

Initialement partisan de l'intransigeance vis-à-vis des Palestiniens lors de la Première Intifada (1987), le tournant intervient avec l'élection d'Ysthak Rabin en 1992. Celui-ci engage un processus politique avec Yasser Arafat et signe les Accords d'Oslo en 1993.

Ces accords ont officialisé la reconnaissance par Israël du Peuple Palestinien et de son leader Y. Arafat tandis que celui-ci s'engageait à renoncer au terrorisme et reconnaissait l'existence et la légitimité d'Israël.

Mais l'assassinat de Rabin en 1995 par un extrémiste juif et surtout la multiplication des attentats terroristes en Israël dans années 90 et 2000 ont totalement décrédibilisé le processus d'Oslo.

Depuis, si le parti travailliste reste favorable à la création d'un Etat palestinien démilitarisé aux côtés d'Israël et donc au retrait de certains territoires, il a soutenu avec vigueur la lutte anti-terroriste des gouvernements successifs, en particulier la création de la barrière de sécurité et l'élimination de chefs terroristes.

Un programme politique qui ne lui donne plus beaucoup d'écho dans la société israélienne. Aujourd'hui, le parti travailliste se trouve pris en tenaille entre les thèses sécuritaires du Likoud et la création du parti Kadima qui a réussi à attirer une large proportion des électeurs de gauche.

Le parti sera conduit aux prochaines élections par Ehoud Barak, actuel ministre de la Défense.

[Voir le site](#)

### **3. Le parti Kadima**

Le parti Kadima est le parti centriste de la politique israélienne. Signifiant en Français 'En Avant', il est actuellement majoritaire au parlement avec 29 députés. Cette formation est dirigée par la ministre des Affaires étrangères Tsipi Livni.

En 2005, une frange du parti de droite 'Likoud' compte faire payer Ariel Sharon (alors Premier ministre et chef du parti) le retrait de la Bande de Gaza. Dirigée par Benjamin Netanyahu, une fronde s'organise. Sentant que sa base militante ne le suit plus, Ariel Sharon décide de quitter le Likoud et de créer une formation centriste : Kadima.

Le parti est officiellement né le 21 novembre 2005 (quatre mois avant les élections législatives) et est rapidement rejoint par des dissidents du Likoud et du parti travailliste (gauche). Crédité d'une très large victoire dans les sondages, l'histoire de Kadima prend un tournant inattendu et brutal lorsque son fondateur Ariel Sharon (et Premier ministre en exercice) est victime d'une attaque cérébrale qui le plonge dans le coma le 4 janvier 2006.

Ehoud Olmert prend la tête du parti et remporte les élections du 28 mars 2006 avec toutefois moins de sièges que ce que les sondages prévoyaient pour Ariel Sharon. Le programme politique de Kadima lors de sa création prévoyait un État palestinien démilitarisé ne se livrant pas au terrorisme, le maintien du contrôle d'Israël sur l'ensemble de Jérusalem, la préservation de majorité juive en Israël et du foyer national juif.

Selon cette ligne politique, Israël doit se retirer de certaines terres afin de rester un Etat juif et démocratique. Car, si Israël reste dans ses frontières actuelles, Israël risque de devenir d'ici 20 ans un Etat juif à majorité musulmane perdant ainsi sa raison d'exister.

Tsipi Livni a indiqué ne pas vouloir confier au parti Shaas le ministère de l'Éducation. Un choix motivé par les propos controversés du rav Ovadia Yossef (leader spirituel du Shaas) qui avait déclaré que les enseignants laïques étaient des « ânes » et que les cours d'histoire laïques étaient « juste un ramassis d'absurdités venus des nations du monde ».

[Voir le site](#)

### **4. Israël Beitenou**

Israel Beitenou se veut le parti de la communauté russe en Israël. Fondé en 1999 par des dissidents du Likoud opposés aux accords entre Benjamin Netanyahu et Yasser Arafat, il refuse toute idée de concession territoriale et préconise une politique de fermeté vis-à-vis des Palestiniens.

En mai 2004, en guise de contre-proposition au retrait de la Bande de Gaza, Avigdor Lieberman (leader du parti) propose un plan dans lequel les populations et les territoires juifs et arabes seraient séparés physiquement.

Dans cette proposition, les villes arabes proches de l'Autorité palestinienne seront transférées sous autorité palestinienne. Seuls les Arabes qui auront manifesté leur soutien et leur attachement à Israël seront autorisés à rester au sein de l'Etat juif. Ariel Sharon avait condamné cette proposition le 4 juin 2004 affirmant que les « citoyens arabes israéliens font partie intégrante de l'Etat d'Israël ». Bien qu'A. Lieberman ait précisé que les citoyens arabes israéliens ne seraient pas déplacés de force, il a souligné le fait que la nationalité israélienne leur serait retirée.

En octobre 2006, le parti entre dans le gouvernement Olmert au ministère des Affaires stratégiques (créé pour lui). Mais, refusant le processus de paix d'Annapolis, il le quitte le 16 janvier 2008.

Il semblerait que les récentes flambées de violences dans la Bande de Gaza aient joué en faveur du parti puisque les sondages prédisent que cette formation politique pourrait obtenir autant, voire d'avantage, de sièges que le parti travailliste.

[Voir le site](#)

## 5. Le parti Shaas

Le parti Shaas a été créé en 1984 sous l'impulsion du Rav Ovadia Yossef. Ce dernier est l'une des personnalités juives les plus influentes du monde contemporain. Depuis ses origines, le parti Shaas entend représenter la population séfarade religieuse d'Israël. Jusqu'à l'apparition du parti, la communauté juive séfarade (en particulier marocaine) n'était que peu ou pas représentée dans la politique israélienne.

Originellement, les orthodoxes israéliens ne participaient pas à la vie politique du pays. Le Shaas a justifié sa démarche par la nécessité selon lui de récolter de l'argent pour les institutions religieuses. C'est d'ailleurs encore aujourd'hui sa principale intention.

Toutefois, le parti a acquis une popularité grâce à son sociale en faveur des populations les plus défavorisées du pays ce qui lui a valu d'être parfois qualifié de « premier parti à faire du social en Israël » ou encore « parti de la gauche religieuse ».

Concernant le processus de paix et les rapports avec la société palestinienne, la ligne du parti Shaas est très floue. S'appuyant sur des textes du prophète Jérémie, il accepte le principe du retrait de certains territoires si cela permet de sauver des vies.

Ne voulant cependant pas s'impliquer directement dans ce genre de décisions, le Shaas a pour habitude de s'absenter de la Knesset lors des débats cruciaux. C'est ainsi qu'il s'est abstenu au moment du vote sur le retrait de Gaza alors même que la majorité de la population religieuse du pays y était opposée.

Une politique qu'il justifie par la nécessité de préserver les intérêts financiers des écoles religieuses plutôt que de se retirer du gouvernement et de tout perdre. C'est de cette manière que le Shaas a soutenu tantôt le Likoud, tantôt le parti travailliste.

L'histoire du Shaas est entachée par un certain nombre de scandales. L'ancien chef du parti, Aryé Déri, a par exemple purgé une peine de prison après avoir été condamné pour corruption.

Le parti est actuellement conduit par Eli Yshai, actuel ministre de l'Industrie et est crédité d'une dizaine de sièges pour les prochaines élections.  
Les partis qui pourraient faire la différence

[Voir le site](#)

## **6. Meretz :**

Le parti Meretz est le parti le plus à gauche dans la politique israélienne. Il est socialiste, lié au mouvement Hachomer Hatzair et à celui du kibboutz Artzi. Il préconise un retrait des territoires aux frontières de 1967 et un partage de la souveraineté sur Jérusalem. Son chef est Haim Oron.

[Voir le site](#)

## **7. Union Nationale :**

Le parti 'Union Nationale' (Ihoud Leoumi en hébreu) se veut le porte-parole des habitants juifs des localités de Judée-Samarie. Il représente la tendance la plus dure de la droite sioniste religieuse.

Il incarne notamment la déception des Israéliens face au retrait de la Bande de Gaza de 2005 et veut également attirer les électeurs déçus des partis orthodoxes traditionnels qui ne se sont pas opposés avec fermeté aux négociations avec les Palestiniens ou au retrait de Gaza.

[Voir le site](#)

## **8. La Maison Juive :**

'Beit HaYehoudi' est un nouveau parti fondé sur l'ancienne formation religieuse 'Mafdal'. Il s'inscrit sur une tendance religieuse sioniste. Il est en conflit avec l' 'Union Nationale' car plus pragmatique que ce dernier et est susceptible d'entrer dans un gouvernement.

Il a un programme politique complet et un projet pour chaque aspect de la société. Il présente sur sa liste des représentants de la société civile (journalistes, professeurs, etc.).

## **9. Hadash :**

'Hadash' est le parti communiste israélien. Il a changé de nom à plusieurs reprises et puise ses racines dans les années 20 du siècle dernier.

A sa création, il s'opposait au sionisme et prônait plutôt la naissance d'un Etat binational, c'est-à-dire judéo-arabe. Il attire majoritairement des électeurs arabes israéliens bien que sa direction soit à la fois juive et arabe. Aujourd'hui il prône le retrait d'Israël aux frontières de 1967, le droit au retour des palestiniens partis en 1948 (y compris en Israël), la création d'un Etat palestinien et la reconnaissance des Arabes israéliens comme minorité nationale.

Il est également engagé sur les problèmes sociaux et environnementaux. De manière générale, les résultats du parti 'Hadash' varient autour de 3 députés.

[Voir le site](#)

## **10. Ra'am-tal :**

'Ra'am-Tal', est un parti arabe israélien. Il résulte de la fusion des listes Ra'am et Tal. Il cherche à représenter les intérêts de la minorité arabe israélienne. Il prône la naissance d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967 et le retour des Palestiniens ayant quitté Israël à sa création.

Cette revendication a toujours été refusée par Israël car en d'application, l'Etat d'Israël deviendrait un Etat juif à majorité musulmane.

Comme Balad, sa participation aux élections a été dans un premier temps interdite par la commission électorale (avant d'être ré-autorisée par la Cour Suprême) en raison de son attitude jugée ambiguë (voir clairement favorable) aux mouvements terroristes du Hamas et du Hezbollah.

La commission électorale avait jugé que de telles positions allaient à l'encontre des intérêts du pays et que donc ces partis ne pouvaient pas se présenter. La Cour Suprême a finalement tranché en faveur des partis arabes.

## **11. Balad :**

'Balad', parti arabe israélien, se définit lui-même comme un « parti démocratique progressif pour les citoyens palestiniens d'Israël ». Comme 'Ra'am –Tal' (avec lequel il s'unit pour certains scrutins), il prévoit la naissance d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967 avec la partie orientale de Jérusalem comme capitale.

Il affirme également vouloir lutter contre les discriminations dont sont victimes les citoyens arabes dans la société israélienne.

A l'instar de 'Ra'am-Tal', sa participation aux élections a été dans un premier temps interdite par la commission électorale (avant d'être ré-autorisée par la Cour Suprême) en raison de son attitude jugée ambiguë (voir clairement favorable) aux mouvements terroristes du Hamas et du Hezbollah.

La commission électorale avait jugé que de telles positions allaient à l'encontre des intérêts du pays et que donc ces partis ne pouvaient pas se présenter. La Cour Suprême a finalement tranché en faveur des partis arabes.

[Voir le site](#)

## **12. Parti du Judaïsme et de la Torah :**

Ce parti est essentiellement formé d'électeurs orthodoxes ashkénazes. Il préconise une stricte application de la Thora et du respect du Shabbat. Etant donné que la plupart de ses électeurs n'effectuent pas leur service militaire, il ne se prononce que très peu sur les questions militaires. En 2005 il a soutenu le retrait de la Bande de Gaza en échange d'un soutien financier aux Yéshivas (écoles talmudiques). Le parti est conduit par Yaacov Litzman.